

## Le pouvoir burundais applique la politique du fait accompli

RFI, 18-07-2015 Négociations au Burundi : l'obstacle du calendrier électoral Ce n'est pas faute pour le gouvernement burundais d'avoir cherché à rendre irrévocable son processus électoral, en fixant unilatéralement les dates des différents scrutins, le 29 juin pour les législatives et les communales et le 21 juillet pour la présidentielle, malgré la recommandation des chefs d'Etat des pays de l'Afrique de l'Est d'un calendrier électoral consensuel. Et même si le gouvernement se dit prêt à discuter du calendrier électoral, il ne cesse d'affirmer que la présidentielle aura bel et bien lieu mardi.

Dans un premier temps, cette politique du fait accompli a semblé payer, le dernier sommet des chefs d'Etat de la région, qui a eu lieu au lendemain des législatives et des communales, ayant entériné leurs résultats. Ce sommet auquel avaient participé les seuls présidents tanzaniens et ougandais, avait aussi pratiquement enterré le débat sur la question du 3e mandat du président Pierre Nkurunziza, pourtant à l'origine de la crise que traverse aujourd'hui ce pays et surtout, il avait désigné Yoweri Museveni comme nouveau médiateur dans la crise burundaise. En deux jours passés à Bujumbura mardi et mercredi, il a rebattu les cartes par petites touches, en amenant l'opposition et, chose impensable il y a encore une semaine, le pouvoir burundais, à accepter de négocier de toutes les questions sans condition, sans toutefois exiger un report de la présidentielle. Depuis deux jours, c'est son ministre de la Défense qui a pris le relais. Et il est resté fidèle à la promesse de son président, en proposant aux partis, vendredi, de se concentrer sur quatre thèmes à régler en priorité : la sécurité, le calendrier électoral, le gouvernement d'union nationale et le troisième mandat. Mais trois jours de la présidentielle, l'urgence pour l'opposition, ce sont les élections à venir. Or le pouvoir burundais, qui paraît de plus en plus nerveux, a décidé de faire cavalier seul dès la reprise du dialogue jeudi 16 juillet en affirmant que les présidentielles auront bien lieu mardi. « On est prêt à débattre du calendrier électoral même d'un éventuel report mais en temps et lieu », affirmait le ministre des Affaires étrangères. Le ton a changé, mais la porte n'est pas pour autant ouverte. La présidentielle aura lieu le 21 quoiqu'il arrive, c'est ce qu'expliquait hors session son homologue de l'Intérieur à plusieurs opposants excédés. Motif : le respect des délais prévus par la Constitution. quoi mettre dans l'embarras la médiation qui en est encore à établir la liste des questions à étudier d'urgence dont justement celle du calendrier électoral, à trois jours de la présidentielle. Et de quoi faire voir rouge à l'opposition, qui estime que, dans ce cas, le pouvoir Nkurunziza aura mis un point final au processus de négociation. Les discussions ont également pris du retard avec la volonté de certaines parties d'ajouter à cette liste des urgences de nouveaux points. La succession pour le forum des femmes, la propriété pour les twas. « Ce sont des manœuvres de diversion du pouvoir et de ses alliés pour nous mettre nous et la médiation devant le fait accompli », dénonce l'opposition.